

## Rémunération des salariés de l'État québécois

### **Des données préoccupantes pour l'État québécois et ses employés-es**

Montréal, le 30 novembre 2011 – L'étude de l'Institut de la Statistique du Québec (ISQ) rendue publique ce matin montre que les salaires et la rémunération globale des employés-es de l'administration québécoise accusent toujours un écart par rapport à l'ensemble des autres salariés québécois.

Loin de diminuer, le retard salarial des employés de l'État québécois s'est plutôt creusé au cours de la dernière année ; le salaire versé pour un même emploi dans le secteur public est inférieur de 11,3 % en moyenne par rapport au salaire octroyé partout ailleurs.–L'écart varie fortement d'un titre d'emploi à l'autre. Par exemple, un ouvrier de l'administration publique accuse un retard salarial de 28,9 % par rapport à un ouvrier du secteur privé.

### **Importante pénurie de la main-d'œuvre à prévoir**

Les indications laissent entrevoir des difficultés croissantes pour l'État à attirer et retenir les services de personnels hautement qualifiés dans le contexte de pénurie de main-d'œuvre qui se profile. Avec le recours accru à la sous-traitance, aux PPP, les transferts de mandats au privé, le non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique et les services administratifs des réseaux, et les autres compressions de tous ordres, le gouvernement est en train de dépouiller l'État de la capacité de s'acquitter de ses missions. Il se place en situation de perdre l'expertise nécessaire au bon fonctionnement de nos institutions et à la livraison de services publics de haute qualité auxquels la population a droit.

« Les données de l'ISQ démontrent que les salaires des employés, tout comme leur retraite d'ailleurs, sont loin d'être aussi avantageux que ce que certains avancent. Au contraire, l'écart avec les autres salariés du Québec se creuse d'année en année », a précisé Jacques Létourneau, vice-président de la CSN.

En ce qui a trait à la rémunération globale (notion qui inclut le salaire, les avantages sociaux et les heures travaillées), l'écart avec l'ensemble des autres salariés québécois se creuse lui aussi. Le retard se chiffre à 6,1% dans certains titres d'emploi, et par rapport aux autres salariés québécois, le retard accusé atteint des niveaux inégalés. Il est par exemple de 50,4% pour un préposé aux télécommunications, de 38 % pour un magasinier, de 28,9 % pour un ouvrier et de 23,1 % pour un analyste en informatique.

### **Manque d'incitatif à faire carrière dans la fonction publique**

Selon l'ISQ, les secteurs public et privé sont estimés être à parité en ce qui a trait à la rémunération globale, et ce, pour une deuxième année. Cela signifie que l'État québécois n'offre plus aucun incitatif aux salariés qui souhaitent y faire carrière. Dans des circonstances de criante pénurie de main-d'œuvre, on comprend mal que l'État tolère une telle situation. Les circonstances actuelles ont aussi pour conséquence une perte d'expertise alarmante et un recours accru à la sous-traitance, ce qui entraîne des coûts additionnels.

Pour les organisations syndicales regroupant la majorité des employés de l'État, il n'est surtout pas question de baisser les bras. « À voir les résultats de l'ISQ pour les ouvriers, on aurait pu s'attendre à ce que les travaux du comité sur la situation des ouvriers spécialisés — mis sur pied lors de la dernière négociation — avancent plus rapidement. On voit ici l'urgence de mener

à terme ces travaux puisque leur situation est particulièrement préoccupante », a commenté Régine Laurent, porte-parole du SISP.

Pour Daniel Boyer, secrétaire général de la FTQ, « La politique de non-remplacement d'un effectif sur deux lors de départs dans le secteur public commence à envenimer passablement la situation. Plus cette politique se prolonge, moins il y a de ressources, à un point où le non-remplacement d'une personne sur deux finit par rétrécir les effectifs comme peau de chagrin. Le gouvernement y perd en expertise, en compétences et en qualité des services. Il faut en finir avec cette politique. »

### **Profil des organisations syndicales**

Le SISP, la CSN et la FTQ regroupent la majorité des employés de l'État. Elles représentent les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISP (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

### **Pour information**

Noémi Desrochers, CSN, 514 598-2162

Marie-Andrée Lemay, SISP, 1 418 956-0973

Jean Laverdière, FTQ, 514 893-7809